

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 1er mars 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCOVAL

MARSANNAY-LE-BOIS.

Références : 0005426316-2024-112

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/02/2024 dans l'établissement SOCOVAL implanté Le Dessus de la Brulée – Les Ruchérons 21380 MARSANNAY-LE-BOIS.. L'inspection a été annoncée le 29/12/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite est réalisée suite à la signature de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25/07/2022, afin de contrôler les conditions d'admission des déchets inertes dont les seuils d'acceptation sont adaptés (dénommés "déchets 3+" dans la suite du présent rapport).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCOVAL
- Le Dessus de la Brulée - Les Ruchérons 21380 MARSANNAY-LE-BOIS
- Code AIOT : 0005426316
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOCOVAL est autorisée, par arrêté préfectoral du 31/03/2017, à exploiter des installations de tri, transit, regroupement de matériaux inertes en vue de leur recyclage, ainsi qu'une installation de stockage de déchets inertes (ISDI) pour une capacité annuelle de 200 000 t/an sur une durée de 25 ans. Par arrêté préfectoral complémentaire du 25/07/2022, elle est autorisée à recevoir jusqu'à 35 000 t/an (pris dans les 200 000 t/an déjà autorisés) de déchets inertes pour lesquels les seuils d'acceptation sont adaptés en application de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 12/12/2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ✓ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ✓ les observations éventuelles ;
 - ✓ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ✓ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ✓ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ✓ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Conditions d'acceptation des "déchets 3+"	Arrêté Préfectoral du 31/03/2017, article 2.6.3 modifié	Demande de justificatif à l'exploitant	
5	Autosurveillance des eaux	Arrêté Préfectoral du 31/03/2017, article 9.2.4 modifié	Demande de justificatif à l'exploitant	
6	Registre d'admission	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Quantité de déchets admis	Arrêté Préfectoral du 31/03/2017, article 1.2.1 modifié	Sans objet
2	Conditions générales d'acceptation des déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 31/03/2017, article 2.6.2 modifié	Sans objet
4	Déchets admissibles	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La quantité de déchets admise en 2021 et 2022 a été supérieure à la capacité maximale autorisée.

A la date de la visite, aucun déchet inerte dont les seuils d'acceptation sont adaptés ("déchets 3+") n'a été admis sur le site.

Étant donné la sensibilité de l'acceptation de « déchets 3+ », il est demandé à l'exploitant de formaliser l'obligation de disposer, au plus tard 48 h avant une livraison de « déchets 3+ », du

document préalable prévu à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 12/12/2014, accompagné des résultats d'analyse pour les paramètres prévus à l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 25/07/2022.

La surveillance des eaux de la source de la Flacière a été réalisée sur un an. Il est demandé à l'exploitant de réaliser une synthèse interprétée de ces résultats d'analyse afin de disposer de données consolidées quant au bruit de fond géochimique de la source de la Flacière.

La surveillance des eaux de la Norges n'a pas été réalisée. L'exploitant indique que les analyses seront réalisées en 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Quantité de déchets admis

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2017, article 1.2.1 modifié
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées [...] 2760-3 Installation de stockage de déchets inertes. Quantité autorisée : 200 000 t/an au maximum, dont 35 000 t/an au maximum de déchets pour lesquels les seuils d'acceptation sont adaptés conformément aux dispositions de l'article 2.6.2 du présent arrêté Volume total : 2 200 000 m ³
Constats : Selon les déclarations GERE de l'exploitant, les volumes de déchets admis sur le site sont les suivants : <ul style="list-style-type: none">• 2020 : 158 655 t admises, 154 327 t traitées• 2021 : 211 876 t admises, 207 828t traitées• 2022 : 231 221 t admises, 231 221 t traitées NON-CONFORMITÉ : La quantité de déchets admise en 2021 et 2022 a été supérieure à la capacité maximale autorisée. Lors de la visite, l'exploitant indique que la quantité admise en 2023 est de 196 469 t, soit une quantité inférieure au maximum de 200 000 t/an fixé par l'arrêté préfectoral d'autorisation. Il précise également les volumes traités correspondent aux volumes admis desquels sont retirés la part valorisable retirée grâce au traitement réalisé au sein des installations.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conditions générales d'acceptation des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2017, article 2.6.2 modifié
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée :

<p>Seuls les déchets inertes conformes aux annexes 4 et 5 du présent arrêté peuvent être utilisés pour le remblayage du site. Les seuils d'acceptation sont toutefois adaptés, pour une quantité maximale de 35 000 t/an, en application de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé, sous réserve du respect des conditions prévues par le présent arrêté. En particulier, l'acceptation de ces déchets respectant les valeurs limites définies à l'annexe 6 du présent arrêté n'est pas à l'origine d'une pollution de la ressource en eau.</p> <p>Les déchets inertes dont les seuils d'acceptation sont adaptés proviennent de la région Bourgogne-Franche-Comté, ainsi que des départements limitrophes de la Côte d'Or, dans la limite d'un rayon de 150 km à vol d'oiseau du site.</p>
<p>Constats :</p> <p>Selon les déclarations de l'exploitant, aucun "déchet 3+" n'a été admis sur le site. Il indique avoir été sollicité pour accueillir de tels déchets, toutefois aucune demande n'a abouti du fait des caractéristiques des déchets concernés (souvent les demandes portaient sur le paramètre fluorures et les teneurs étaient supérieures au seuil d'acceptation de l'arrêté préfectoral du 25/07/2022).</p> <p>L'exploitant indique que ces demandes ne sont pas tracées et ne font pas l'objet d'un refus, dans la mesure où elles sont formulées dans un cadre « commercial » qui n'aboutit pas.</p> <p>L'inspection rappelle que la justification du besoin a été un point ayant fait l'objet d'échanges fournis lors de l'instruction de la demande d'adaptation des seuils d'acceptation, il est donc dommage que les demandes lui parvenant ne soient pas tracées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Conditions d'acceptation des "déchets 3+"

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2017, article 2.6.3 modifié</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au plus tard quarante-huit heures avant une livraison unique ou une série de livraisons d'un même type de déchets pour lesquels les seuils d'acceptation sont adaptés en application de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé, issu d'un même chantier, l'exploitant dispose a minima du document préalable prévu à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé, accompagné des résultats d'analyse pour les paramètres prévus à l'article 4 du présent arrêté, fournis par le producteur des déchets.</p>
<p>Constats :</p> <p>La procédure d'acceptation préalable transmise par l'exploitant ne fait pas apparaître la nécessité de disposer du document préalable accompagné des résultats d'analyse.</p> <p>L'exploitant indique que, pour les « déchets 3+ », les échanges technico-commerciaux qui ont lieu avant l'offre commerciale contiennent les résultats d'analyse. Il considère donc que son organisation permet de respecter le délai de 48 h avant une livraison de tels déchets.</p>

DEMANDE DE COMPLÉMENT : Étant donné la sensibilité de l'acceptation de « déchets 3+ », il est demandé à l'exploitant de formaliser l'obligation de disposer, au plus tard 48 h avant une livraison de « déchets 3+ », du document préalable prévu à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 12/12/2014, accompagné des résultats d'analyse pour les paramètres prévus à l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 25/07/2022.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 4 : Déchets admissibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ; <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La procédure pour la traçabilité, l'accueil et la gestion des déchets inertes en dépassement de seuil (version du 19/04/2023) transmise par l'exploitant indique que, pour s'assurer que les déchets ne proviennent pas d'un site contaminé, il convient de vérifier que le site d'origine des terres ne figure pas sur les bases de données BASIAS et BASOL.</p> <p>OBSERVATION : Ces dispositions n'apparaissent pas suffisantes en elle-même dans la mesure où seuls les sites potentiellement pollués connus de l'administration figurent sur ces bases de données (auxquelles il convient d'ajouter INFOSOLS). Lorsque les déchets proviennent de sites où des activités anthropiques ont lieu ou ont eu lieu, l'exploitant est invité à prendre toutes les dispositions nécessaires pour garantir que les déchets ne proviennent pas de sites contaminés, notamment en demandant que l'absence de contamination soit justifiée ou en procédant à des analyses.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Autosurveillance des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2017, article 9.2.4 modifié
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une surveillance des eaux souterraines est mise en place en s'appuyant notamment sur les conclusions de l'étude hydrogéologique visée à l'article 2.3.5. Une surveillance de la qualité des eaux superficielles est également mise en place, a minima au niveau des sources de la Norges et de celle de la Flacière.</p>

Les échantillonnages et les analyses sont réalisés selon les méthodes normalisées de référence en vigueur.

Les paramètres recherchés dans les eaux des sources de la Norges et de la Flacière concernent a minima ceux définis à l'annexe 6 du présent arrêté. En ce qui concerne la source de la Flacière, l'exploitant réalise une analyse de risque, afin de déterminer les fréquences et périodes d'échantillonnage les plus pertinentes notamment compte tenu du cycle de culture et de récolte du cresson. Cette analyse est effectuée et formalisée avant l'admission des premiers déchets inertes pour lesquels les seuils d'acceptation sont adaptés et tenue à la disposition du service régional de l'alimentation et de l'inspection des installations classées. En tout état de cause, les prélèvements au niveau de chacune des deux sources sont réalisés, a minima, au même moment que ceux effectués dans les piézomètres (hautes-eaux et basses-eaux).

En cas de dépassement des seuils définis à l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007, relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique, le Service Régional de l'Alimentation, l'Inspection des installations classées et l'exploitant de la cressonnière dont la production est susceptible d'être impactée sont informés sans délai.

Les éléments issus des dispositions du présent article sont intégrés à l'analyse des résultats d'autosurveillance, transmise annuellement au Préfet dans le cadre de l'article 9.3.2 de l'arrêté préfectoral du 31 mars 2017 susvisé. »

Constats :

Surveillance des eaux souterraines

L'exploitant a transmis les résultats d'analyse des eaux souterraines au niveau des 3 piézomètres implantés conformément à l'étude hydrogéologique prévue par l'arrêté d'autorisation, pour les années 2022 et 2023.

DEMANDE DE COMPLÉMENT : Il est demandé à l'exploitant d'intégrer, à partir des prochains rapports, l'interprétation des résultats, notamment via la comparaison des valeurs mesurées en amont et en aval, ou encore au regard des évolutions temporelles au niveau de chaque piézomètre.

Surveillance des eaux de la source de la Flacière

Le 08/11/2022, l'exploitant a transmis à l'inspection un document relatif à la définition d'un programme analytique de surveillance au niveau de la source de la Flacière, datée du 07/10/2022 (ref. CDMCCE22335/RDMCCE03375-02). Ce rapport définit un programme pouvant se synthétiser de la manière suivante :

- Lieu de prélèvement : source S_Flacière_W
- Fréquence :
 - ✓ une analyse par an au moment du remplissage des bassins (juillet / août) ;
 - ✓ un prélèvement courant septembre ;
 - ✓ un prélèvement en décembre ;
 - ✓ un prélèvement en hautes eaux, vers mars- paramètres :

- programme d'analyses
 - ✓ paramètres pour les eaux d'origine souterraine prévus par l'arrêté du 21/01/2010 modifiant l'arrêté du 11/01/2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution, pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique ;
 - ✓ paramètres d'admission pour les déchets pour lesquels les seuils d'acceptation sont adaptés ;
- seuils de référence : seuils définis à l'arrêté ministériel du 11/01/2007 susmentionné.

Par ailleurs, en l'absence d'analyses, notamment relatives aux métaux, sur un cycle hydrologique complet avant le remblaiement et afin de consolider le bruit de fond géochimique de la source, le rapport recommande de resserrer la fréquence des prélèvements / analyses sur la première année d'exploitation de l'ISDI, en réalisant des prélèvements mensuels, selon le programme analytique synthétisé ci-dessus, y compris les produits phytosanitaires. De plus, le rapport recommande de réaliser deux analyses avant dépôt de déchets pour lesquels les seuils d'acceptation sont adaptés.

Par courriels des 29/01/2024 et 12/02/2024, l'exploitant a transmis les rapports d'analyse des prélèvements réalisés au niveau de la source de la Flacière les 21/11/2022, 20/12/2022, 23/01/2023, 21/02/2023, 24/03/2023, 21/04/2023, 19/05/2023, 23/06/2023, 31/07/2023, 14/08/2023, 26/09/2023, 31/10/2023, 29/11/2023, et 27/12/2023.

DEMANDE DE COMPLÉMENT : Il est demandé à l'exploitant de réaliser une synthèse interprétée de ces résultats d'analyse afin de disposer de données consolidées quant au bruit de fond géochimique de la source de la Flacière.

Surveillance des eaux de la source de la Norges

NON-CONFORMITÉ : Aucune analyse des eaux de la source de la NORGES n'a été transmise à l'inspection. Lors de la visite, l'exploitant indique que les analyses n'ont vraisemblablement pas été réalisées. Par courriel du 12/02/2024, l'exploitant confirme que les analyses seront effectuées dès 2024, et rappelle qu'il n'y a pas eu d'acceptation de « déchets 3+ sur le site de MARSANNAY LE BOIS.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 6 : Registre d'admission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- l'accusé d'acceptation des déchets ;
- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;

- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 1 de l'AM du 31/05/2021 (remplaçant l'AM du 29/02/2012).

Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :

- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet.

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m³.

c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement.

d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :

- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;

- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

Lors de la visite l'exploitant présente le registre d'admission des déchets. Il le transmet également à l'inspection par courriel du 12/02/2024.

NON-CONFORMITÉ : Le registre d'admission des déchets de l'exploitant ne fait notamment pas apparaître (liste non exhaustive) :

- le numéro SIRET et l'adresse exacte du producteur initial du déchet (uniquement code postal et commune), ou de l'établissement expéditeurs des déchets (le registre n'identifie qu'un « libellé du client livré ») ;
- le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement (seul le « code déchet Ecominero » apparaît dans le document transmis) ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs (seules les plaques du camion et de la remorque sont relevées).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant